

RÉUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE GABASTON DU 12 MARS 2026

Le 12 mars 2026 à 20 heures, le Conseil Municipal de la Commune de GABASTON s'est réuni en mairie sur la convocation de Monsieur Guy CAZALET, Maire, affichée le 6 mars 2026 et transmise par voie électronique le 6 mars 2026 et sous la présidence de ce dernier.

Présents : MM. Guy CAZALET, Guy BITAILLOU, Jean-Pierre BRITIS, Frédéric CATHALOGNE, Patrick CHAUVIN, Yannick CLAVERIE, Alain KOMPANITCHENKO, Bruno LERMANOU, Grégory PALENGAT, Patrick PAREDES, Mmes Pascale BESTI, Sandrine DUMARTIN, Fanny MARTHOU-DELALANDRE, Elisabeth POUTS.

Absente : Mme Stéphanie RELEA.

Excusé :

Secrétaire de séance : Mme Fanny MARTHOU-DELALANDRE.

Après avoir accueilli les participants et constaté que le quorum était atteint, le Président de séance propose de procéder à l'examen de l'ordre du jour suivant :

- Approbation du procès-verbal de séance du 26 janvier 2026.
- Vote du compte financier unique 2025.
- Affectation des résultats 2025.
- Participation des communes extérieures aux frais de scolarité pour l'année scolaire 2025-2026.
- Mise en place du régime indemnitaire relatif aux fonctions, sujétions, à l'expertise et à l'expérience professionnelle (RIFSEEP).
- Questions diverses.

0. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE DU 26 JANVIER 2026

Préalablement à la mise en discussion des affaires portées à l'ordre du jour, le Conseil Municipal à l'unanimité approuve le procès-verbal de la séance du 26 janvier 2026 avec 11 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention.

Madame Pascale BESTI et M. Yannick CLAVERIE arrivent en cours de séance et prennent part aux votes des délibérations.

1. DÉLIBÉRATION N° 1-1203/2026 – Vote du compte financier unique 2025

Les membres du conseil votent à l'unanimité avec 11 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention le compte financier unique 2025.

VOTE DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025

Le conseil élit Mme Elisabeth POUTS comme Présidente de séance et le Maire se retire avant le vote du compte financier unique 2025.
Le conseil municipal vote le compte financier unique de l'exercice 2025 et arrête ainsi les comptes :

Investissement

Dépenses	:	Prévu :	273 108,00
		Réalisé :	206 219,15
		Reste à réaliser :	11 641,04
Recettes	:	Prévu :	273 108,00
		Réalisé :	217 724,52
		Reste à réaliser :	15 215,19

Fonctionnement

Dépenses	:	Prévu :	508 229,00
		Réalisé :	476 538,76
		Reste à réaliser :	0,00
Recettes	:	Prévu :	508 229,00
		Réalisé :	595 286,75
		Reste à réaliser :	0,00

Résultat de clôture de l'exercice

Investissement :	11 505,37
Fonctionnement :	118 747,99
Résultat global :	130 253,36

2. DÉLIBÉRATION N° 2-1203/2026 – Affectation des résultats 2025.

AFFECTATION DES RESULTATS 2025

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de M. Guy CAZALET, Maire de Gabaston, après avoir approuvé le compte financier unique de l'exercice 2025, le 12 mars 2026

Considérant qu'il y a lieu de prévoir l'équilibre budgétaire,

Statuant sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2025

Constatant que le compte administratif fait apparaître :

- un excédent de fonctionnement de :	45 735,65
- un excédent reporté de :	73 012,34
Soit un excédent de fonctionnement cumulé de :	118 747,99
- un excédent d'investissement de :	11 505,37
- un excédent des restes à réaliser de :	3 574,15
Soit un excédent de financement de :	15 079,52

DÉCIDE d'affecter le résultat d'exploitation de l'exercice 2025 comme suit :

RÉSULTAT D'EXPLOITATION AU 31/12/2025 : EXCÉDENT	118 747,99
AFFECTATION COMPLÉMENTAIRE EN RÉSERVE (1068)	0,00
RÉSULTAT REPORTÉ EN FONCTIONNEMENT (002)	118 747,99
RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTÉ (001) : EXCÉDENT	11 505,37

Les membres du conseil votent à l'unanimité avec 11 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention l'affectation des résultats 2025.

3. DÉLIBÉRATION N° 3-1203/2026 – participation des communes extérieures aux frais de scolarité pour l'année scolaire 2025-2026

Le Maire expose à l'assemblée que l'école de la Commune de GABASTON accueille des élèves domiciliés au sein de communes extérieures.

Or, le Code de l'Education prévoit que lorsque les écoles maternelles, les classes enfantines ou les écoles élémentaires publiques d'une commune reçoivent des élèves dont la famille est domiciliée dans une autre commune, la répartition des dépenses de fonctionnement se fait par accord entre la commune d'accueil et la commune de résidence.

Ainsi, le coût moyen par élève a été calculé en divisant la somme des dépenses de fonctionnement de l'école par le nombre d'élèves scolarisés sur la période. Ce coût moyen pour la période du 01/09/2024 au 31/08/2025 est de 1 557,65 €. Le Maire précise par ailleurs que les Maires des communes de ABERE, ANOYE, BALEIX, MOMY et HIGUÈRES SOUYE ont donné un accord de principe.

Le Maire invite le Conseil Municipal à se prononcer sur le montant de la contribution à demander aux communes de résidence ci-dessus.

Après avoir entendu les explications de Monsieur le Maire et en avoir largement délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

- **FIXE** le montant de la contribution à verser par les communes à 1 557,65 € par enfant scolarisé au sein de l'école de GABASTON pour l'année scolaire 2025/2026.
- **CHARGE** le Maire de demander cette contribution aux Maires des communes d'ABERE, ANOYE, BALEIX, MOMY et HIGUÈRES SOUYE.

M. Patrick CHAUVIN arrive en cours de séance et prend part au vote de la dernière délibération.

4. DÉLIBÉRATION N° 4-1203/2026 – MISE EN PLACE DU RÉGIME INDEMNITAIRE RELATIF AUX FONCTIONS, AUX SUJÉTIONS, À L'EXPERTISE ET À L'EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (RIFSEEP)

Le Maire propose au Conseil municipal de mettre en place un régime indemnitaire pour le personnel de la Commune de GABASTON.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) mis en place pour la fonction publique de l'État est l'outil de référence du régime indemnitaire dans la Fonction Publique Territoriale.

Il rappelle que les personnels territoriaux peuvent bénéficier de primes et indemnités dans les mêmes conditions que les fonctionnaires d'État exerçant des fonctions équivalentes. Les équivalences sont déterminées par décret.

S'agissant d'un avantage facultatif, la loi donne compétence aux organes délibérants pour instituer le régime indemnitaire et fixer les conditions d'application dans les limites fixées par les textes réglementaires applicables à la fonction publique d'Etat, par application du principe de parité.

Il appartient au Conseil municipal de se prononcer sur :

- les personnels bénéficiaires,
- la nature des primes qui seront versées dans la collectivité,
- le montant de chacune dans la limite des maxima prévus pour les fonctionnaires d'État ainsi que les modalités de revalorisation ; les montants de primes prévus pour les fonctionnaires d'État constituent la limite maximale qui s'impose aux collectivités,
- les critères d'attribution du régime indemnitaire,
- la périodicité de versement.

Le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) se compose :

- d'une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) ;
- d'un complément indemnitaire annuel tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA) basé sur l'entretien professionnel.

La collectivité a engagé une réflexion visant à instaurer le RIFSEEP, afin de remplir les objectifs suivants :

- moderniser la gestion du personnel de la Commune de Gabaston,
- susciter l'engagement des agents,
- récompenser les efforts et l'engagement des agents sur leur poste de travail,

1 - BÉNÉFICIAIRES

Au vu des dispositions réglementaires en vigueur, le RIFSEEP a été instauré pour le corps ou services de l'État servant de référence à l'établissement du régime indemnitaire pour les cadres d'emplois listés ci-dessous :

- Les rédacteurs
- Les agents de maîtrise
- Les adjoints techniques

Les primes et indemnités seront versées :

- aux fonctionnaires
- aux agents contractuels de droit public de la collectivité sur les mêmes bases que celles prévues pour les fonctionnaires assurant des missions de même nature et même niveau hiérarchique.

2 – L'INDEMNITÉ LIÉE AUX FONCTIONS, AUX SUJÉTIONS ET À L'EXPERTISE (IFSE)

L'IFSE vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitaire.

Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels liés au poste et, d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle.

Pour l'État, chaque part de la prime est composée d'un montant de base modulable individuellement dans la limite de plafonds précisés par arrêté ministériel. Les montants applicables aux agents de la collectivité sont fixés dans la limite de ces plafonds.

Pour chaque poste de travail, des critères objectifs permettent d'explicitier la valorisation monétaire de la prime. Ces critères sont regroupés en trois catégories :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Le montant de l'IFSE individuel attribué par l'autorité territoriale est susceptible d'être différent entre ces agents pour tenir compte du niveau de diplôme, de l'expérience, de l'expertise et de la technicité acquises par chacun dans l'exercice de ses fonctions.

3 – LE COMPLÉMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (CIA)

Chaque année un complément indemnitaire pourra être versé aux agents en fonction de l'engagement professionnel et de la manière de servir appréciés dans les conditions de l'entretien professionnel.

Le versement individuel est conditionné par l'atteinte des critères d'appréciation. Etant fonction de l'engagement professionnel et de la manière de servir de l'agent, l'employeur territorial peut ne pas verser de CIA à un agent pour lequel ces critères sont jugés insuffisants lors de son entretien professionnel. La décision sera motivée, et les critères appréciés seront les suivants :

- La capacité à travailler en équipe et en transversalité
- Adaptabilité et ouverture au changement
- La ponctualité et l'assiduité
- Les aptitudes relationnelles
- Le sens du service public
- La singularité de l'année et l'implication de l'agent

Le complément indemnitaire annuel a vocation à être versé aux agents qui ont effectivement exercé leurs fonctions pendant un temps suffisant permettant à l'autorité hiérarchique d'apprécier leur engagement professionnel et leur manière de servir.

- Le versement sera proratisé en fonction de la présence de l'agent.

Le montant du complément indemnitaire annuel n'excèdera pas :

- 25% du plafond global du RIFSEEP

Le montant individuel de l'agent, compris entre 0 et 100 % du montant maximum du CIA, est attribué au vu des critères précités.

Ce versement est non reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

4 – LES MONTANTS

Les montants figurant dans les tableaux ci-dessous correspondent au montant brut annuel pour un agent à temps complet.

Filière administrative

- Rédacteurs territoriaux (catégorie B)

Emplois	IFSE - Montant maximum annuel	CIA – Montant maximal annuel	Montant maximum annuel
Secrétaire général de mairie	1000	333	1333

Filière technique

- Agent de maîtrise (catégorie C)

Emplois	IFSE - Montant maximum annuel	CIA – Montant maximal annuel	Montant maximum annuel
Agent scolaire et périscolaire polyvalent	600	200	800

- Adjoints techniques (catégorie C)

Emplois	IFSE - Montant maximum annuel	CIA – Montant maximal annuel	Montant maximum annuel
Agent scolaire et périscolaire polyvalent	600	200	800
Agent périscolaire polyvalent	600	200	800

5 – LES CONDITIONS D'ATTRIBUTION

a. LE REEXAMEN

Le montant de l'IFSE fait l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi,
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite à un concours,
- au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et en fonction de l'expérience acquise par l'agent.

b. LA PERIODICITE DE VERSEMENT

L'IFSE sera versée annuellement dans la limite du montant annuel individuel attribué, au mois de novembre ou décembre.

Le CIA sera versé en une fraction, le mois de novembre ou décembre.

c. MODALITES DE MAINTIEN OU DE SUPPRESSION DE L'IFSE EN CAS D'ABSENCES

En ce qui concerne le cas des agents momentanément indisponibles, l'IFSE suivra le sort du traitement pendant :

- les congés annuels,
- les jours d'aménagement et de réduction du temps de travail,
- les périodes de temps partiel thérapeutique,
- les autorisations spéciales d'absence,
- les congés de maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant, d'adoption,
- le départ en formation (sauf congé de formation professionnelle).

En revanche, l'IFSE ne sera pas versé aux agents pendant la période d'absence dans les situations suivantes :

- les congés de maladie ordinaire,
- les congés pour accident de service ou maladie professionnelle,
- les périodes préparatoires au reclassement,
- les congés de longue maladie ou les congés de grave maladie,
- les congés de longue durée.

Le versement des primes sera également suspendu pendant les périodes :

- de congé de formation professionnelle,
- de suspension dans le cadre d'une procédure disciplinaire.

d. MODULATION SELON LE TEMPS DE TRAVAIL

Pour les agents employés à temps non complet ou autorisés à travailler à temps partiel les montants de primes retenus sont proratisés dans les mêmes proportions que le traitement.

e. ATTRIBUTION INDIVIDUELLE

Les attributions individuelles pour les deux parts du régime indemnitaire font l'objet d'un arrêté individuel du Maire.

L'arrêté portant attribution du complément indemnitaire annuel a une validité limitée à l'année.

L'arrêté d'attribution de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise a une validité annuelle.

Le Maire attribuera les montants individuels entre 0 et les montants maximums prévus dans les tableaux susvisés.

f. CUMULS

Le RIFSEEP est cumulable avec les indemnités horaires pour travaux supplémentaires ou les heures complémentaires.

Le Conseil municipal après avoir entendu le Maire dans ses explications complémentaires, après avis des deux collèges composant le Comité Social Territorial Intercommunal émis dans sa séance du 29 janvier 2026 et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

CONSIDÉRANT les textes instituant les différentes primes et indemnités sous réserve des conditions particulières d'attribution applicables dans la collectivité décidées par la présente délibération, savoir :

- Le Code Général de la Fonction publique et notamment ses articles L.714-4 et suivants,
- le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions applicables à la Fonction Publique Territoriale,
- le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,
- l'arrêté du 27 août 2015 modifié pris en application de l'article 5 du décret 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,
- le décret n°2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale,
- l'arrêté du 19 mars 2015 modifié pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 et son annexe,
- l'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 et son annexe,

ADOpte les propositions du Maire relatives aux conditions d'attribution relatives au RIFSEEP, aux bénéficiaires, de revalorisation des indemnités, ainsi qu'aux montants mentionnés dans la présente délibération,

PREcISE - que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 16/03/2026.
- que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

L'idée est de récompenser nos agents au mérite. Cela sera également attractif pour les futurs recrutements.

Des questions ont été soulevées sur les montants, les conditions d'attributions et la périodicité. Après avoir répondu à l'ensemble des questions, Monsieur le Maire ajoute qu'il saura le manager et le justifier.

5. QUESTIONS DIVERSES

- Le tableau concernant l'organisation des élections municipales est mis à jour avec les dernières modifications.

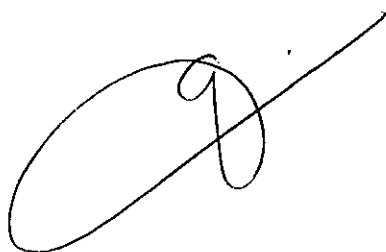
Aucune autre question n'étant posée, la séance est levée.

Les délibérations prises au cours de la séance sont numérotées de 1-1203/2026 à 4-1203/2026.

Liste des membres présents :

- M. Guy CAZALET,
- M. Guy BITAILLOU,
- M. Jean-Pierre BRITIS,
- M. Frédéric CATHALOGNE,
- M. Patrick CHAUVIN,
- M. Yannick CLAVERIE,
- M. Alain KOMPANITCHENKO,
- M. Bruno LERMANOU,
- M. Grégory PALENGAT,
- M. Patrick PAREDES,
- Mme Pascale BESTI,
- Mme Sandrine DUMARTIN,
- Mme Fanny MARTHOUD-DELALANDRE,
- Mme Elisabeth POUTS.

Signature du Maire :



Signature du secrétaire de séance :

